
DUBLIN – Réunion du Groupe de travail du GAC sur les régions faiblement desservies

Lundi 19 octobre 2015 – 16h30 à 17h30 IST

ICANN54 | Dublin, Irlande

TRACY HACKSHAW :

Bonjour à tous. Bienvenue à cette session du Groupe de travail du GAC sur les régions faiblement desservies. Je m'appelle Tracy Hackshaw. Je viens de Trinité-et-Tobago. Je préside ce groupe de travail avec Alice Munyua, qui vient du Kenya. Alice assiste malheureusement à une autre session en ce moment et elle ne pourra peut-être pas nous rejoindre à temps, mais nous allons commencer quand même. Olof me dit qu'elle sera là dans cinq minutes.

J'ai demandé à Julia de présenter les conditions de référence car je pense [inaudible] savoir précisément ce dont nous allons parler. Je vois beaucoup de nouveaux visages aujourd'hui, nous n'avons donc pas le même groupe qu'à Buenos Aires, ce qui devrait être intéressant. Même mes collègues des Caraïbes [inaudible] nouveaux visages.

On pourrait rapidement faire un tour de la salle, peut-être à partir de ma gauche, pour se présenter. Indiquez votre

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

nom, votre pays et éventuellement la raison qui vous amène ici.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Bonjour à tous. Je m'appelle [inaudible] et je viens de la République [des Kiribati] dans le Pacifique. Je travaille à l'ICG en tant qu'analyste politique [internationale]. J'aimerais rejoindre [inaudible]. C'est une information [inaudible] de la région Pacifique que j'aimerais [inaudible]. Merci.

ABIBU NTAHIGIYE : Bonjour à tous. Je m'appelle Abibu Ntahigiye. Je travaille pour le registre .tz mais je suis aussi le conseiller de la ccNSO pour la région Afrique.

NICOLA TRELOAR : Bonjour à tous. Je m'appelle Nicola Treloar, je viens de Nouvelle-Zélande et je représente le GAC.

CARLOS RAUL GUTIERREZ : Bonjour, je m'appelle Carlos Raúl Gutierrez. J'occupe plusieurs fonctions mais je suis ici en ma qualité de membre du chapitre costaricain de l'ISOC, structure At-Large du Costa Rica.

NIGEL CASSIMIRE :

Bonjour, je m'appelle Nigel Cassimire, je suis spécialiste des télécommunications au sein de l'Union des télécommunications des Caraïbes. Pour faire simple, nous gérons les questions de télécommunications et de TIC pour les pays de la région des Caraïbes. Nos membres sont principalement les pays de cette région, qu'ils soient indépendants ou non, et nous en comptons jusqu'à 20. Nous cherchons à connaître les intérêts des gouvernements et des parties prenantes des Caraïbes.

[KATIE ANN SMITH] :

Bonjour. Je m'appelle [Katie Ann Smith], je suis la directrice principale des TIC au [ministère de la Science et de la Technologie] à la Jamaïque. [inaudible] a rejoint ce groupe de travail et elle est actuellement en ligne depuis la Jamaïque. Je ne fais que représenter mon pays aujourd'hui.

ANTONIETTA MANGIACOTTI :

Bonjour à tous. Je m'appelle Antonietta Mangiacotti, je représente le personnel de l'ICANN, je fais partie de l'équipe de recherche et mise en œuvre de politiques, sous la direction de Karen Lentz.

en développement ou moins développées, mais pas seulement. Comme vous pouvez le voir dans le deuxième paragraphe, nous évoquons les économies les moins développées ainsi que les petits États et ceux en développement.

Mais nous nous intéressons aussi aux régions faiblement desservies par le secteur du DNS. Cela comprend différentes catégories. Nous prêterons une attention particulière aux économies et pays des régions Afrique, Caraïbes et Pacifique. Nous avons deux collègues qui nous rejoignent. Je vois un ancien boursier. Vous pouvez vous présenter et [inaudible] ? Je suis heureux de vous voir ici.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [inaudible] Je suis le ministre des Communications de [inaudible], dans la région Asie-Pacifique.

TRACY HACKSHAW : Ancien boursier de l'ICANN et maintenant ministre des Communications. C'est intéressant.

[SAVE VOCEA] : Bonjour, je m'appelle [Save Vocea]. Je fais partie du personnel de l'ICANN et je représente les îles du Pacifique.

TRACY HACKSHAW : Très bien. Parfait. Nous avons un bon nombre de collègues du Pacifique ici. Oui [inaudible] au cas où vous n'auriez pas remarqué. Je viens d'apprendre que [inaudible] a rejoint le GAC. Encore un autre pays donc. Je crois comprendre qu'Antigua-et-Barbuda a également rejoint le GAC. Nous comptons donc quelques îles en plus. Nous nous intéressons plus particulièrement aux régions Caraïbes et Pacifique mais nous avons aussi des collègues venus d'Afrique qui sont impliqués au GAC, notamment en tant que nouveaux membres.

Comme je l'ai dit plus tôt, nous nous occupons spécifiquement de ces régions mais nous n'excluons personne. Il s'agit d'une réunion d'un groupe de travail du GAC, mais elle est ouverte. L'idée, c'est de discuter de sujets en rapport avec les régions faiblement desservies et peut-être d'entendre vos commentaires en tant que membres du groupe de travail ou invités, concernant les points que vous estimez importants.

Ce groupe de travail est principalement né des discussions que nous avons eues avec le GAC à propos du

secteur du DNS et du manque de participation à ce secteur de la part des pays faiblement desservis. Par exemple, dans la dernière série de nouveaux gTLD, nous avons compté très peu de demandes de la part de candidats basés en Afrique, dans les Caraïbes, dans le Pacifique, en Amérique latine ou centrale, etc. Nous avons donc besoin de trouver le moyen d'introduire ces pays et régions dans le secteur du DNS.

Avec le GAC, et avec d'autres entités, nous avons notamment constaté – et je pense que Carlos s'en rappelle – que la dernière série de nouveaux gTLD en date n'avait visiblement pas attiré l'intérêt [inaudible] de ces régions. Pour ceux qui s'en souviennent, il existait un programme de soutien aux candidats et une campagne a été menée mais elle n'a peut-être pas atteint tout le monde dans ces régions pour la simple raison qu'il est difficile d'y avoir un accès internet. Contacter ces régions via Internet n'était donc probablement pas la meilleure approche. Nous sommes arrivés à la conclusion que nous devons employer d'autres méthodes pour les amener à participer au secteur du DNS.

Au GAC, nous essayons de faire en sorte que nos représentants [inaudible] ici et chez eux car comme nous

avons fini par le comprendre, la plupart des sujets concernant internet ont un lien avec l'UIT.

Dans nos pays, Internet est lié [inaudible] l'UIT et dans une moindre mesure, à certains sujets comme la CTO, c'est-à-dire l'Organisation des télécommunications du Commonwealth dans la partie anglophone des régions faiblement desservies. Je suis sûr qu'il existe des organisations de télécommunications similaires dans d'autres régions du monde. Mais les activités de l'ICANN ne sont pas bien connues de ces pays et il s'agit d'un autre moyen de comprendre ce que fait l'ICANN, notamment avec les gouvernements de ces pays – est-ce qu'on peut remonter un peu pour bien voir les objectifs ? – et avec d'autres groupes de travail qui se penchent sur des sujets similaires.

Par exemple, j'arrive d'une réunion du Groupe de travail sur la sécurité publique, qui s'intéresse à des questions liées à la cybercriminalité et au secteur du DNS qui seraient traitées par Interpol. La plupart des pays des régions faiblement desservies ne savent pas exactement ce qu'ils peuvent faire ni comment, ils ont besoin d'une assistance et d'un renforcement des capacités dans ce domaine.

Notre but est donc de travailler avec les groupes qui se penchent sur ces questions, notamment sur les enchères relatives aux nouveaux gTLD et plus particulièrement sur les recettes de ces enchères. Nous voulons aider à comprendre comment nous pouvons bénéficier des contributions de différentes parties intéressées, par exemple dans des discussions tournant autour des bureaux d'enregistrement agréés, de l'ICG ou du CCWG, afin de déterminer notre propre position.

Voilà en résumé ce que nous essayons de faire. Le premier projet que nous avons réalisé en tant que groupe de travail a été une étude sur les ccTLD pour le GAC. Nous avons envoyé un sondage à nos membres pour essayer de comprendre exactement quels sont les gouvernements qui exploitent des ccTLD, quelles sont les relations avec les gouvernements et quels sont les sujets pertinents dans ces régions du monde qui peuvent avoir d'autres problèmes avec leurs ccTLD, et essayer de rédiger une synthèse là-dessus.

La plupart des problèmes avec les ccTLD sont méconnus, c'est pourquoi nous tâchons de savoir précisément ce qu'il en est en vue de présenter éventuellement un rapport l'année prochaine. Cette étude est en cours et

nous collaborerons avec la ccNSO pour analyser les conclusions de ce projet au cours des prochains mois.

Voilà pour la présentation de notre mission. Bien sûr, ce n'est pas exhaustif. Il y a beaucoup de nouveaux membres ici. La coprésidente, qui a son propre point de vue sur [inaudible] rôle particulier au sein de ce groupe devrait nous rejoindre et nous offrir une autre perspective.

En attendant, je vais peut-être demander aux personnes présentes, d'abord à nos membres, si vous voyez que quelque chose manque et que vous aimeriez aborder ou mieux comprendre. Les conditions de référence ne reflètent pas tout mais c'est peut-être l'occasion de les faire circuler tandis que nous avançons.

C'est notre deuxième réunion en face-à-face. Nous ne nous sommes pas vraiment réunis entre les sessions donc ce serait bien d'avancer. Comme vous l'aurez compris au vu du nombre de membres du personnel de l'ICANN présents, il existe actuellement plusieurs projets en cours qui pourraient nous aider à mieux collaborer au sein de ce groupe de travail, et peut-être mieux informer les régions évoquées. On peut probablement entendre les commentaires de leurs représentants. Je vais laisser la

parole à ceux qui voudraient faire des commentaires ou des suggestions.

Nigel ?

NIGEL CASSIMIRE :

Oui, merci. Vous avez évoqué une étude lancée au sein du GAC en lien avec les ccTLD en indiquant que vous étudieriez les conclusions avec la ccNSO. Étant donné que l'un des objectifs consiste à accroître la participation au secteur du DNS, comment anticipez-vous la future collaboration avec la ccNSO ? Avez-vous déjà des idées, mises en œuvre ou non, concernant la manière d'interagir avec cette organisation ? Y a-t-il des activités prévues dans ce domaine ?

TRACY HACKSHAW :

Pas spécifiquement avec la ccNSO, mais c'est une excellente idée. Jusqu'ici, nos discussions ont porté sur la collaboration avec les groupes stratégiques. Il en existe plusieurs au sein de l'ICANN, pour l'Afrique, pour la région LAC, pour le Moyen-Orient, etc.

Donc voilà, les discussions que nous avons eues en interne jusqu'ici ont concerné le travail à mener avec ces groupes, qui ont pour mission, entre autres, de renforcer

le secteur du DNS. Il me semble que c'est le cas d'au moins un ou deux d'entre eux. Nous n'allons pas dupliquer le travail de ces groupes. Nous voudrions leur apporter notre contribution, que ce soit sous la forme d'une collaboration active ou d'une coordination de nos stratégies et de nos recommandations. Il faut rappeler que nous sommes un groupe de travail du GAC et non un groupe de travail intercommunautaire. Nous sommes donc liés aux gouvernements et notre mission consiste notamment à apporter leur point de vue sur ces stratégies. Si nous trouvons un moyen d'harmoniser le travail entre les différentes régions, ce sera très utile. Mais si ce n'est pas le cas, nous essaierons de représenter ces régions au fur et à mesure de notre avancée et d'intégrer le point de vue des gouvernements des pays concernés aux groupes de travail stratégiques et d'harmoniser tant que possible ces points de vue, ou au moins informer nos membres de l'existence de ces groupes. Je ne suis pas sûr que tout le monde sache qu'il existe un groupe de travail stratégique pour chaque région au sein de l'ICANN.

Il me semble que c'est le cas. Peut-être que le personnel de l'ICANN peut me le confirmer ? [Julia], je ne dis pas de bêtises ? Ces régions sont considérées comme faiblement desservies par ces groupes de travail stratégiques, ce

serait donc l'occasion de faire le lien. Mais l'idée concernant la ccNSO est excellente et je pense qu'il est tout à fait possible d'utiliser l'étude sur les ccTLD comme première étape de notre collaboration.

ABIBU NTAHIGIYE :

Je crois comprendre que chaque région a une bonne stratégie. C'est le cas de l'Afrique, grâce aux vice-présidents de l'ICANN. Je voudrais juste parler de l'étude sur les ccTLD. Je me souviens avoir travaillé avec un représentant de la Tanzanie auprès du GAC [inaudible] la relation entre le registre .tz et le gouvernement. J'y ai répondu.

Mais en ce qui concerne la participation active de la région Afrique, notamment dans le cadre des nouveaux gTLD, il faut noter qu'il existe des facteurs qui la freinent significativement.

Par exemple, les ccTLD africains ne sont pas correctement exploités. Nous n'en sommes pas au point de pouvoir commencer à penser aux gTLD. Les responsables gèrent la situation en collaborant pleinement avec l'ICANN en vue de renforcer leurs capacités.

Samedi dernier, j'ai assisté à une réunion d'organisations régionales et de gestionnaires de codes pays, à savoir l'APTLD, le FTLD et le CENTR. Nous avons évoqué les questions de capacités, notamment dans ces domaines, en vue d'assurer une bonne exploitation technique des registres. Nous ne pouvons pas nous occuper des questions de gouvernance mais nous pouvons nous charger des détails techniques en tant que gestionnaires ou autres.

Nous en sommes à un point où il est crucial de renforcer les capacités et le moyen le moins cher d'y parvenir est de former des personnes qui pourront poursuivre le travail sur place, car il s'agit d'une démarche à long terme. Vous avez les registres et peut-être l'université [inaudible] du gestionnaire avec les différents membres du personnel qui s'en chargent, donc le renforcement des capacités se fera sur la durée.

En ce qui concerne la région Afrique, si nous [inaudible] exploiter correctement les codes pays et les bonnes pratiques, ce sera facile d'aborder les nouveaux gTLD, car elle estime, comme c'est le cas pour le Moyen-Orient [inaudible] en faire l'expérience. Même les IDN sont exploités par les gestionnaires de registres codes pays. Pour la région Afrique, si ces gestionnaires sont bien

équipés, ce sera facile de gérer les aspects techniques des nouveaux gTLD. Merci.

TRACY HACKSHAW :

Merci. Si j'ai bien suivi, nous avons deux questions liées aux codes pays. Je crois comprendre que cela pourrait être [inaudible] au sein de notre groupe de travail, où nous pourrions rassembler des informations sur le renforcement des capacités relativement aux codes pays, en vue éventuellement de [inaudible] de faire participer davantage de parties intéressées au secteur.

Je pars du principe que chaque pays aura un gestionnaire de code pays, c'est bien ça ? Je pense que c'est le cas. Une des questions évoquées plus tôt et que nous pouvons aborder maintenant est : est-il possible de soutenir les gestionnaires de codes pays afin de les encourager à participer davantage au secteur du DNS ? Il me semble que la situation s'est présentée en Afrique avec .ze. Bien que cela ait suscité une controverse, les personnes concernées ont fait le nécessaire pour aller plus loin. Il me semble qu'en Amérique latine – Carlos, je ne sais pas si vous connaissez l'initiative .lat ? – il me semble que cela a contribué [inaudible] un code pays, si ma mémoire est bonne. Vous êtes au courant pour .lat ?

CARLOS RAUL GUTIERREZ : Oui. Il y a quelques nouveaux noms de domaine régionaux dont nous attendons beaucoup. Je ne sais pas si c'est le bon moment pour en parler, mais la semaine dernière, un rapport préliminaire sur le marché du DNS au Moyen-Orient a été soumis à une consultation publique, donc je pense qu'il est fondamental de se tenir informés [à ce sujet].

Par ailleurs, en ce qui concerne votre définition de « régions faiblement desservies », je ne crois pas qu'on puisse appliquer ce terme à l'Amérique latine car nous sommes desservis, mais par des entreprises qui sont basées ailleurs. La situation ne concerne pas seulement les ccTLD, car en Amérique latine, 80 % des noms sont gérés par GoDaddy et Donuts, qui sont basées aux États-Unis. Voilà les éléments que nous souhaiterions intégrer à la stratégie latino-américaine, qui démarre maintenant avec six mois de retard par rapport aux stratégies que l'ICANN conçoit pour le Moyen-Orient. J'aimerais en savoir plus de votre part sur ces stratégies.

TRACY HACKSHAW : Je sais qu'un RFP a été lancé dans le cadre de la stratégie pour la région LAC...

CARLOS RAUL GUTIERREZ : Très semblable à celui lancé dans le cadre de la stratégie pour le Moyen-Orient.

TRACY HACKSHAW : C'est vrai. Nous avons donc une étude en cours sur le secteur du DNS dans la région LAC, c'est-à-dire Amérique latine et Caraïbes pour ceux qui ne connaissent pas cet acronyme. Je pense qu'à la fin du mois, si je ne me trompe pas, des propositions seront présentées. L'étude prendra peut-être encore trois à quatre mois. Nous devrions avoir quelque chose de concret au début de l'année prochaine, semblable au rapport sur le secteur du DNS au Moyen-Orient. Est-ce que quelqu'un sait si une initiative similaire a lieu dans le Pacifique ? [Save] ?

[SAVE VOCEA] : Nous avons une stratégie similaire, qui a été lancée par des membres de la communauté de l'Océanie à l'ICANN, qui comprend l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les îles du Pacifique. Ces personnes ont proposé une liste d'activités pertinentes. L'une d'elles consistait à soutenir la stabilité et la résilience du DNS dans cette région, en

particulier pour les petits pays du Pacifique. Le besoin d'un renforcement des capacités a également été évoqué.

Mais je ne crois pas que nous pourrions réaliser une étude sur les ccTLD. Mais il existe différents modèles appliqués par les différents gestionnaires de ccTLD. Certains disposent de données officielles sur le nombre d'enregistrements, mais certaines données sont confidentielles. Voilà les points sur lesquels [nous pourrions travailler] le cas échéant.

TRACY HACKSHAW :

J'aimerais encourager les gestionnaires de ccTLD dans le Pacifique à répondre au sondage du GAC car ça serait bien de connaître les besoins de cette région. Je rappelle que ce sondage porte sur la relation entre les gouvernements et les ccTLD. Mais s'ils répondent, ils pourraient peut-être faire part de leurs besoins en termes de renforcement des capacités et dans quels domaines. Donc [Save], si ce n'est pas déjà le cas, on peut peut-être leur envoyer un appel à participer?

L'Ouganda souhaite dire quelque chose d'abord ? Ensuite [Save].

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Merci beaucoup. Je suis intéressée par ce sondage. Je sais qu'en Ouganda à l'heure actuelle, le ccTLD est géré par une entité privée, et que nous travaillons pour déterminer les conditions de cette gestion et de la relation entre le gouvernement et cette entité privée. Est-ce qu'il est trop tard pour participer au sondage ?

TRACY HACKSHAW : Non, le sondage durera jusqu'à la fin de l'année, donc ce n'est pas trop tard. Je pense que nous n'avons reçu que 20 réponses jusqu'ici. [inaudible] les membres du GAC. Nous sommes loin du compte alors n'hésitez pas.

ABIBU NTAHIGIYE : Si vous pouviez m'aider à avoir accès à ce sondage, je pourrais le diffuser à mes contacts. Au sujet des membres du GAC venus des îles du Pacifique, je peux vous dire avec certitude que toutes les îles du Pacifique sont représentées au GAC, sauf les Palaos.

Il existe d'autres territoires dans cette région qui appartiennent à la France ou aux États-Unis et qui sont volontairement représentés par ces pays au GAC. Il n'y a donc rien que je puisse faire pour que [inaudible] ou Tahiti ou [inaudible] rejoignent le GAC. Donc, sauf pour

les Palaos, tous les pays de la région sont représentés au GAC.

TRACY HACKSHAW : C'est une excellente nouvelle.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [inaudible] en ce qui concerne ce type de sondage, en ma qualité de membre du conseil d'administration du FTLD, je peux vous dire qu'une étude sur la région Afrique devrait commencer dans deux ou trois mois. La procédure avait été engagée avec un consultant mais elle a été temporairement interrompue. Si ce groupe de travail ou le GAC lui-même se met en relation avec le FTLD, nous pourrions communiquer les détails de cette étude, peut-être d'ici à l'année prochaine. Cela permettrait de recueillir encore plus d'informations.

TRACY HACKSHAW : Parfait. Je constate qu'un vrai travail est en cours pour permettre aux gouvernements qui gèrent, directement ou indirectement, des ccTLD de savoir si leur collaboration est nécessaire pour renforcer le secteur du DNS. Olof ?

OLOF NORDLING :

Merci. Je voudrais dire rapidement que nous soulevons des points qui se rapprochent de ce qui est dit dans l'étude récemment publiée au sujet du Moyen-Orient. Je sais qu'elle fait 180 pages. Mais faites au moins l'effort d'en lire le résumé. Ça vaut la peine car l'étude explique comment développer le DNS sur ces marchés. Et les ccTLD, non seulement les capacités qui s'y rapportent mais aussi l'approche choisie et la libéralisation des politiques d'enregistrement sont aussi des points importants, il me semble.

TRACY HACKSHAW :

Très bien. Merci. Je pense que nous... Olof, peut-être que vous pourriez envoyer l'URL à notre groupe de travail et nous le diffuserons à ces personnes ? Je ne suis pas sûr [inaudible] dans cette pièce. Peut-être que lorsque Julia reviendra, elle pourra essayer... Je ne sais pas. Olof ?

OLOF NORDLING :

Nous avons des problèmes de coordination des emplois du temps et Alice m'informe qu'elle ne pourra malheureusement pas venir. Elle me dit qu'elle n'avait pas le temps parce qu'elle doit coprésider la prochaine réunion du Groupe de travail sur la sécurité publique. Alice est également impliquée dans les activités de ce

groupe. Ce n'est pas toujours évident. Autrement, je veux bien envoyer l'URL au groupe. Il a été communiqué via la liste de diffusion du GAC il y a quelque temps mais c'est peut-être mieux...

TRACY HACKSHAW :

De le renvoyer. Je rappelle juste avoir dit qu'une étude sur la région LAC était en cours. L'étude sur l'Afrique dont vous parlez, est-ce qu'elle est réalisée par l'équipe de l'ICANN, ou est-ce que vous parlez de celle réalisée par l'AFTLD ?

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ :

Est-ce que cela a été [inaudible] ou géré par le FTLD mais facilité par l'ISOC et l'ICANN ?

TRACY HACKSHAW :

Je pense que c'est très similaire. Nous aurons donc très prochainement une étude sur le secteur du DNS en Afrique. Nous en avons déjà une sur le Moyen-Orient, et celle sur la région LAC est à venir. Je pense que nous avons abordé la plupart des régions faiblement desservies. On peut probablement faire circuler ces informations et mener un travail, au sein de notre groupe... Bien que nous ne soyons pas impliqués dans

toutes les communautés, nous pouvons très certainement nous mettre en relation avec les groupes stratégiques et fournir notre aide dans le cadre des activités gouvernementales de soutien.

Voilà pour les codes pays. J'ai entendu le sujet du renforcement des capacités revenir plusieurs fois. J'ai aussi parlé de sensibilisation.

Y a-t-il d'autres commentaires, d'abord sur le renforcement des capacités ? Le secteur du DNS. C'est un premier point. Le renforcement des capacités. Y a-t-il des commentaires ? Je crois que nous avons un nouveau membre parmi nous. [inaudible] de Nominet.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Bonjour, je m'appelle [inaudible], je suis le directeur des télécommunications chez Nominet.

TRACY HACKSHAW : Y a-t-il des commentaires sur le renforcement des capacités dans les régions faiblement desservies ? Y a-t-il des travaux en cours dont le GAC devrait avoir connaissance ? Les membres du GAC ont-ils des remarques à faire en ce qui concerne ce que nous pouvons faire, en tant que représentants

gouvernementaux, dans ce domaine ? Peut-être que les membres du personnel de l'ICANN, puisqu'il y en a dans la salle, peuvent faire part de leurs réflexions sur les sujets qu'ils souhaitent aborder relativement au renforcement des capacités ?

[SAVE VOCEA] :

Je peux dire que dans le Pacifique, nous avons [inaudible] très actif en place. Je suis moi-même le cofondateur de l'un des [NOG] du Pacifique. Je travaillais alors pour l'APNIC et 10 ans plus tard, c'est toujours en place. C'est un événement gratuit auquel nous convions tous les gestionnaires de ccTLD et de réseaux, et c'est sponsorisé par l'ICANN, les RIR et le NSRC. Nous avons des gestionnaires de ccTLD qui viennent suivre les formations que nous organisons à leur demande, notamment quand elles ont trait au DNS ou à la sécurité du DNS. Il se passe donc pas mal de choses.

Ces personnes peuvent aussi assister aux réunions et sessions spéciales des RIR sur le secteur, ainsi qu'aux événements de l'Association des télécommunications des îles du Pacifique. Bon nombre d'entre eux sont membres et nous les voyons donc aussi à ces moments-là. Lorsque nous menons des activités de sensibilisation lors de ces

événements, nous évoquons avec eux les sujets d'actualité.

Récemment, nous avons organisé une formation pour les agences responsables de l'application des lois, ce qui s'est révélé très utile pour leurs agents dans le Pacifique. Nous avons organisé cette formation dans sept pays. Il y avait aussi des représentants gouvernementaux.

En ce qui concerne les ccTLD, l'APTLD joue un rôle essentiel, notamment en tenant ses membres informés, de la même que la ccNSO, que plusieurs gestionnaires de codes pays ont rejoint.

TRACY HACKSHAW : Merci [Save]. Olof ?

OLOF NORDLING : Je suis certain que les collègues de [Save] dans d'autres régions font la même chose. Il y a peut-être une raison de rassembler Pierre, Rodrigo et tous ceux qui travaillent dans ces domaines et qui œuvrent à la sensibilisation et au renforcement des capacités, peut-être lors d'une prochaine réunion. C'est trop tard pour aujourd'hui. On aurait dû y penser. Il faudrait une présentation détaillée

du renforcement des capacités région par région. Gardons ça en tête pour la prochaine fois. Merci.

TRACY HACKSHAW :

Oui. Je me rappelle qu'à notre dernière réunion à Buenos Aires, nous avons indiqué souhaiter nous mettre en relation avec l'équipe chargée de la GSE, relativement à... en particulier [inaudible] les gouvernements et [inaudible] ainsi que regarder l'ensemble, comme vous le dites Olof, pour voir exactement ce qu'il se passe, ce que l'ICANN fait pour soutenir le renforcement des capacités, et peut-être ce que font les autres régions.

Je sais que les Caraïbes ont le CaribNOG au sein de l'ICANN [inaudible] ainsi que l'ISOC et l'AfNOG. Je pense que l'Amérique latine a une organisation similaire. Peut-être [qu'on peut comparer l'Amérique du Nord] et l'Amérique du Sud.

Nigel, vous vouliez probablement en dire plus sur ce que font les Caraïbes en termes de renforcement des capacités relativement au DNS ?

NIGEL CASSIMIRE :

Oui, j'attendais mon tour. Juste deux ou trois choses. En ce qui concerne les efforts de la CTU, nous organisons

chaque année le Forum des Caraïbes sur la gouvernance de l'Internet, pendant lequel nous abordons divers sujets, généralement autour d'un thème d'actualité. Récemment, à propos du renforcement des capacités, nous avons rassemblé les gestionnaires de ccTLD des Caraïbes pour une session de travail. Ils ont alors eu l'occasion de partager leurs expériences et les différents problèmes rencontrés.

Nous avons pu organiser cet événement grâce à l'aide de personnes ayant de l'expérience dans ce domaine. Lors de cette session l'année dernière, les gestionnaires sont venus avec des idées de mesures les concernant directement. Le CTU est fondamentalement une organisation intergouvernementale, bien qu'elle comprenne des membres non gouvernementaux, et nous avons choisi d'organiser des fora permettant aux participants d'améliorer leurs connaissances ou leurs compétences. Je pense qu'ils nous font suffisamment confiance pour cela. Mais nous ne faisons pas de suivi au cas par cas.

Nos efforts en matière de renforcement des capacités ont donc plutôt consisté à leur donner les moyens de collaborer et d'en apprendre plus auprès de personnes

expérimentées ou de spécialistes intervenant lors de ces événements.

Par ailleurs, nous organisons aussi un événement que nous appelons la Tournée des TIC aux Caraïbes. C'est plus focalisé sur les pays, c'est-à-dire que nous nous rendons dans un pays pour animer sur plusieurs jours des ateliers relatifs aux TIC, y compris Internet, les entreprises qui y sont liées, l'économie internet etc. Cette tournée nous permet principalement d'informer des pays ciblés. Cela implique d'aller vers les populations rurales, les personnes qui n'utilisent pas forcément Internet et les TIC tous les jours. Il s'agit surtout de montrer à ces gens ce que la technologie peut leur apporter au quotidien. Les gens réagissent bien à ces ateliers, nous avons eu beaucoup de succès jusqu'ici.

Lors de ces tournées, il y a aussi des sessions sur le DNS et autres sujets liés. Ces sessions ont tendance à promouvoir le renforcement des capacités en général plutôt que de se concentrer sur un domaine en particulier. Voilà pour nos principales initiatives. Au sein de la CTU, nous veillons à ne pas laisser penser aux gouvernements que nous essayons d'imposer les activités d'entités privées ou ce genre de choses. Nous offrons des

possibilités mais nous faisons très attention à la façon dont on nous perçoit.

TRACY HACKSHAW :

Pendant que vous disiez cela, je regardais Jeff. Je pense qu'il y a une réelle possibilité d'élaborer des contenus ayant trait au renforcement des capacités.

Il semble qu'il y ait beaucoup de projets en cours. L'ICANN est impliquée d'une certaine manière, en tant que sponsor, participant et fournisseur de contenus. Je sais qu'il existe une plate-forme ICANNLearn. Il y aussi l'académie de l'ICANN pour les dirigeants. Il y a beaucoup de choses en place pour aider les régions faiblement desservies. Mais peut-on retrouver ça à un seul endroit ? Peut-on retrouver tout cela facilement ? Peut-on exploiter ces contenus pour répondre aux besoins de ces régions ?

Peut-être que notre groupe de travail peut étudier la situation en vue de dire au personnel de l'ICANN ou à quelqu'un d'autre : « Nous pensons que nous avons besoin d'aide sur tel ou tel point. » Peut-être pas en termes de renforcement des capacités puisque des projets sont déjà en cours là-dessus, mais plutôt en ce qui concerne la localisation des contenus, car je suis sûr que ces contenus sont archivés quelque part.

Peut-être que les responsables des ateliers du CaribNOG ont enregistré des données, peut-être qu'il y a des archives en ligne quelque part. Les informations présentées doivent bien être enregistrées quelque part, mais où ? Qui sait où elles se trouvent ? Ceux qui ont assisté aux ateliers sauront où elles se trouvent, mais pas les autres. Il est peut-être possible de créer une sorte de portail dédié en utilisant les plates-formes de l'ICANN et de le rendre accessible au GAC, dans le cas présent.

Si j'évoque le sujet, c'est parce que les membres du GAC qui arrivent [inaudible] nouveau membre. Nous avons [inaudible] qui est – la Jamaïque fait partie du GAC depuis un moment mais elle a une nouvelle représentante. Où celle-ci peut trouver des informations ? Et pas seulement sur le GAC, mais aussi sur le secteur du DNS, sur... sur l'ICANN elle-même. Il y a donc matière à creuser. Je vous laisse y réfléchir.

La Tanzanie voulait dire quelque chose ? On pourra sans doute entendre le personnel de l'ICANN après cela.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : En ce qui concerne les contenus de formation du FTLD, nous avons accepté de procéder à une révision sur la base [inaudible] et ils ont accepté. Voilà un premier point.

Peut-on parler des NOG ? En Afrique, nous avons l'AfNOG, qui est très populaire, mais certains pays ont leurs propres NOG car l'Afrique est un très grand continent. Tous les pays ne participent donc pas à l'AfNOG. C'est le cas de la Tanzanie. Nous avons nos propres NOG, qui [se sont réunis pour la troisième fois] il y a un mois. Nous avons trois voies à suivre [inaudible] et nous recevons le soutien du gouvernement et du responsable de la régulation.

Le gouvernement est totalement impliqué en termes de financement. Cette année, il a donné environ 44 millions de dollars consacrés à des bourses, afin que les ministères puissent être représentés dans le cadre du renforcement des capacités.

Il existe une autre initiative au sein de la région, lancée lors du forum de l'ICANN sur le DNS à Durban, qui consiste à organiser le forum annuel sur le DNS pour discuter des entreprises du DNS à travers la région. C'est l'un des projets soutenus par l'ICANN et l'ISOC.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Je ne l'avais pas vu avant, que [inaudible] la création du CaribNOG, qui est indépendant de la CTU et qui se réunit deux ou trois fois par an. Il y a aussi un forum

indépendant qui rassemble la communauté technique de différents pays et qui est organisé dans un pays différent à chaque fois.

TRACY HACKSHAW :

Est-ce que ça ne serait pas bien d'avoir toutes ces informations disponibles quelque part [inaudible] ? Jeff ?

JEFF SALEM :

Pour enchaîner là-dessus, il y aura un endroit où toutes ces infos seront rassemblées sur icann.org. Je vais faire un petit point à ce sujet. Nous avons mené des efforts considérables pour améliorer le site internet de l'ICANN et ces efforts se poursuivront l'année prochaine. Il y aura plusieurs choses qui devraient vous intéresser. L'une d'elles consiste en des pages régionales sur le site, permettant de sensibiliser différentes régions de façon plus ciblée. Plus important encore, nous ajouterons des contenus spécifiques pour encourager la participation.

Par exemple, il y aura une page commune d'adhésion qui permettra aux utilisateurs de connaître les raisons de rejoindre l'ICANN, et qui pourra les rediriger vers les groupes de travail et les SO/AC auxquels ils peuvent contribuer.

En tant que concepteur web, l'un des problèmes auquel je suis confronté repose sur le fait qu'il y a des sortes de conflits de possibilités. Lorsque je vais sur www.icann.org, est-ce que je veux rejoindre un groupe de travail pour contribuer à des efforts politiques? Est-ce que je veux rejoindre le GAC? Où est ce dont j'ai besoin pour m'impliquer? Il y a différents domaines et différentes expertises. Le défi pour moi est de savoir comment rediriger les gens.

Mais je pense que le plus grand défi repose sur le fait qu'au sein de la communauté de l'ICANN, il semble qu'il n'y ait rien pour diriger les gens vers les SO/AC. Par exemple, vous pourriez rejoindre la GNSO pour devenir un membre tactique de terrain en vue de contribuer à l'élaboration de politiques. Ou vous pourriez rejoindre At-Large et adresser des recommandations sur ces politiques. En tant qu'utilisateur, je ne serais pas sûr de savoir où aller et quel est l'intérêt d'aller dans telle ou telle direction.

Donc si vous discutez ou travaillez avec des membres de SO/AC, je vous encourage à évoquer ce point et à trouver une sorte de terrain d'entente quant à la direction que les utilisateurs devraient prendre, ça m'aiderait beaucoup.

TRACY HACKSHAW :

Je peux sans doute suggérer pour ceux qui – je crois qu’Olof voulait dire quelque chose avant – ceux qui disposent d’informations [inaudible] [Save], Nigel ou quelqu’un d’autre, toute l’équipe chargée de la GSE, peut-être que vous pouvez envoyer des liens à notre groupe de travail pour que nous puissions les compiler pour le GAC. Le site internet du GAC que nous aurons [inaudible] d’ici quelques mois pourrait peut-être le premier arrêt pour les membres du GAC qui cherchent où aller pour obtenir des renseignements. Nous pourrions les envoyer là en attendant que le site de l’ICANN soit prêt. [inaudible] où ça finira.

J’aimerais juste encourager tous ceux qui disposent d’informations à nous les communiquer. Olof, peut-être que vous pourrez nous aider ?

OLOF NORDLING :

J’espère que oui, évidemment. C’est vrai que même sur le site du GAC, sur lequel il est quand même particulièrement facile de naviguer, nous avons découvert quelques pépites. Notamment [inaudible] rapport mensuel de l’équipe chargée de la participation des gouvernements. Il est là. Le site du GAC est une

ressource à ne pas négliger. Il y a aussi, bien que ça puisse être amélioré, un petit document d'accueil pour les nouveaux membres du GAC et tout ce que nous avons essayé de mettre en avant pour ceux qui veulent nous rejoindre.

Mais effectivement, commençons par quelque chose d'approprié [inaudible] la liste et ce que nous rassemblons pour essayer de trouver un bon endroit sur lequel afficher les liens utiles.

Je pense qu'il y en a déjà quelques-uns sur la plate-forme d'apprentissage actuelle à partir du site de l'ICANN, sur lequel il y a des choses que je trouve très utiles. Après, savoir si c'est vraiment pertinent dans ce cas précis, c'est autre chose. Mais commençons au moins par rassembler les informations et [les communiquer] via la liste de diffusion.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Pour rebondir sur ce qu'a dit Olof, je crois comprendre que Michele, de [inaudible], œuvre elle aussi à améliorer en continu les informations à la disposition des nouveaux venus au GAC. En tant que nouvelle venue, je trouve tout cela assez déconcertant et rapide. Michele travaille aussi sur un autre projet, qui, je pense, sera très utile au GAC et

peut-être à d'autres communautés, qui consiste à mettre en relation un nouveau venu avec quelqu'un de plus expérimenté qui pourra l'orienter, lui dire des choses du genre « Cette soirée de gala, tu devrais venir, je te présenterai à certaines personnes » ou « Tu sais où se trouve le médiateur ? Viens, je t'y emmène ». Ce contact humain rendrait les choses un peu plus simples.

TRACY HACKSHAW :

C'est une très bonne idée. Il faudrait peut-être une introduction au GAC, si l'on peut dire.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ :

Je vais revenir à nos objectifs. Le renforcement des capacités. Je sais que nous parlé [inaudible] des informations, une possible introduction au GAC pour les nouveaux membres serait essentielle. Mais pour en revenir aux objectifs premiers de notre groupe de travail, relativement au renforcement des capacités, ce dont nous parlons s'applique généralement à tous les représentants du GAC.

Quelles sont les activités pertinentes pour la communauté faiblement desservie que nous sommes censés représenter aujourd'hui ? Le fait de disposer

d'informations accessibles pour les représentants du GAC s'applique à l'ensemble du GAC. Mais de quoi les régions faiblement desservies ont-elles besoin ? Nous devons connaître leurs besoins si nous voulons pouvoir y répondre.

Et pour en revenir à l'augmentation du nombre de parties prenantes, quels sont les chiffres actuels et quels sont les chiffres que nous visons ? Les régions faiblement desservies représentent combien de personnes ? Qui sont ces personnes, combien sont actuellement représentées et combien espérons-nous avoir, disons dans deux ans ? Il nous faut des [chiffres] précis sur lesquels travailler et pour pouvoir aller devant les membres du GAC, voir l'ICANN et dire « Voici ce qu'il se passe et voilà où nous aimerions arriver. Nous avons besoin de telles ressources. Nous avons besoin de ce genre de statuts ou autre pour pouvoir réellement aider les régions faiblement desservies ».

Pour en revenir au fait que [inaudible] concerne les régions faiblement desservies, nous devons nous mettre d'accord sur ce qu'est une région faiblement desservie. Nous devons connaître précisément les besoins d'une région faiblement desservie afin d'adopter une approche plus ciblée pour répondre à ces besoins.

TRACY HACKSHAW :

C'est une excellente remarque. Nous avons perdu la diapo. Julia est sortie mais [inaudible]. En ce qui le nombre de parties prenantes d'abord, c'est un peu ambigu. Le nombre de personnes concernées devrait augmenter, mais est-ce que le nombre de participants va suivre ? Ceux qui ont assisté à des réunions du GAC savent que la salle peut être pleine. Mais certains pays participent peut-être plus que d'autres. On en revient au renforcement des capacités ou des connaissances, ou d'autres sujets similaires.

Lorsque nous avons évoqué le sujet précédemment, certains membres du GAC, que nous ne citerons pas, ont dit ne pas se sentir capables de participer pleinement aux discussions, surtout si celles-ci devenaient très complexes. Prenons la liste de diffusion par exemple, nous avons évoqué un point précis, certains membres ont contribué aux discussions. C'était utile. Mais le problème...

Le problème c'est que sur les 150 membres du GAC et je ne sais plus combien d'observateurs... Est-ce que vous savez combien il y a d'observateurs ?

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Le GAC compte actuellement 155 membres et 34 observateurs.

TRACY HACKSHAW : Trente-quatre observateurs, c'est beaucoup. Donc parmi tous ceux-là, il n'y a que 20 ou 30 membres du GAC qui s'expriment. Il y a des raisons à cela. Par exemple, certains membres ne peuvent rien dire car leur gouvernement n'a pas donné sa [position] sur tel ou tel sujet. Mais fondamentalement, la participation est cruciale, et elle est liée au renforcement des capacités, qui est lui-même lié à votre premier point, à savoir les besoins des régions faiblement desservies. C'est ce que tout [inaudible] visait à faire.

En réalité, c'est la première réunion de notre groupe où des personnes s'expriment ouvertement, c'est très utile. Nous sommes ici pour coordonner et faciliter les choses. J'espère que cette réunion portera ses fruits. Les positions adoptées seront notées et présentées.

Revenons-en à la question « Qu'est-ce qu'une région faiblement desservie ? » De quel point de vue ? Comme Carlos l'a dit, certains ont le sentiment... Prenons l'Amérique latine par exemple, qui regrettait de ne pas être considérée comme telle alors qu'elle a le sentiment

d'être faiblement desservie. Comme l'a expliqué Carlos, il y a bien un secteur du DNS en Amérique latine mais il n'est pas sur place. Dans d'autres régions, il n'y a pas du tout de secteur du DNS. Il faut donc bien faire la nuance et définir la situation avec précision.

Votre remarque est tout à fait pertinente. Que voulons-nous dire par là ? J'espère que nous pourrons... Tout cela est tout nouveau. C'est peut-être l'objectif que nous devrions mettre en avant. Les études à venir pourront sans doute nous aider.

Je propose que nous notions comme projet de ce groupe de travail la définition exacte des besoins de ces régions, qui peuvent considérablement varier d'une région à une autre. [Voilà un élément], il se peut que ces besoins ne soient pas les mêmes pour tous. L'Afrique a peut-être des besoins différents de ceux du Pacifique, et les besoins au sein de l'Afrique même peuvent varier d'une partie du continent à l'autre. C'est assez complexe.

C'est pour ça qu'on parle de « régions ». Nous avons eu une discussion très technique où nous essayions de parler de pays, et nous avons fini par parler de régions, ce qui pouvait signifier n'importe quoi. Quelqu'un m'a fait remarquer que dans certains pays, comme l'Australie et la

Nouvelle-Zélande, il y a des régions faiblement desservies, donc on a adopté cette terminologie. Voilà tous les points à [approfondir].

Carlos ?

CARLOS RAUL GUTIERREZ :

J'ai une remarque d'ordre politique à faire. Il me semble Tracy qu'au début, vous avez parlé d'un travail mené autour de la dernière série de nouveaux gTLD qui était censé apporter une aide mais qui a été réalisé trop tardivement.

J'aimerais rappeler à tout le monde que des discussions ouvertes ont lieu en ce moment même en vue de déterminer si un groupe de travail intercommunautaire ou la GNSO doit s'occuper d'élaborer une charte d'utilisation des recettes des enchères. Évidemment, ce sujet suscite de grandes attentes mais il ne faut pas perdre l'essentiel de vue, à savoir qu'il est nécessaire de prendre part à ces discussions-là, mais également à d'autres débats. Certaines personnes pensent que cet argent servira forcément aux régions faiblement desservies, mais je crains que nous devions nous battre pour cela. Merci. S'il vous plait, ne notez pas ça.

TRACY HACKSHAW :

Je pense que c'est très important et nous ne voulons pas [inaudible] pour faire ça. C'est l'une des choses que nous essayons d'éviter. Mais cette discussion doit avoir lieu, et très rapidement. Alice et moi nous sommes demandés s'il fallait aborder la question ici. S'agit-il d'un sujet lié au GAC ? Ou à... nous ne savons pas. Donc il faut encore creuser la question, encore que notre groupe de travail lui-même estime que c'est un problème à régler. Je pense que c'est noté quelque part dans les contenus dont nous avons parlé.

Encore une fois, c'est un sujet à ramener sur le tapis. Notre groupe de travail doit-il contribuer au groupe de travail intercommunautaire / [de la GNSO] proposé ? Le GAC doit-il participer ? Nous ne savons pas. Est-ce que nous estimons que ça ne nous concerne pas, que ça doit aller au GAC ? Voilà le genre de choses dont nous devons nous occuper.

Par exemple, ce n'est pas nous qui avons conçu le sondage sur les ccTLD. Il a été élaboré par les dirigeants du GAC. Et ceux-ci nous ont demandé de [inaudible]. Il est donc possible qu'on nous demande d'étudier la question des enchères.

Nous devons nous préparer à cela et être très réactifs car les choses vont très vite. Ça pourrait être très intéressant de voir, du point de vue des gouvernements des pays concernés, comment ces recettes sont utilisées. En réalité, nous avons évoqué à plusieurs reprises l'idée d'une série de remédiation pour les régions faiblement desservies exclusivement. C'est ce que j'appelle une série 1,5 de gTLD, pas une deuxième série. C'est une discussion que nous pourrions avoir. Cela pourrait faire partie des recommandations à aborder.

Autre chose ? Je pense que nous perdons un peu les gens ici présents et le temps passe. Y a-t-il autre chose que nous devrions évoquer ?

Jeff ?

JEFF SALEM :

Je voulais juste commenter... Nous parlons de deux choses très différentes. En ce qui concerne le renforcement des capacités et l'accroissement de la participation, je pense que nous avons des stratégies potentiellement très différentes. Vous avez l'air de vouloir les réunir mais je pense qu'il faut les envisager séparément. On dirait que le renforcement des capacités est en cours, et avec succès, sur la base du travail des

membres du GAC, et que c'est la question de la participation qui suscite plus d'inquiétudes. Vous êtes d'accord là-dessus ?

TRACY HACKSHAW :

Pas vraiment non, car je pense que la participation est plus liée à la sensibilisation. Nous enregistrons une plus forte participation de la part des membres du GAC. La participation et la sensibilisation sont bien liées et [Save] nous disait que la quasi-totalité de la région Pacifique était représentée au GAC. Mais est-ce que ces pays participent aux débats ? C'est bien ça ? C'est une question différente.

Comme je l'ai dit, les membres du GAC eux-mêmes n'osent pas forcément s'exprimer parce qu'ils ne sont pas au fait des sujets abordés ou qu'ils ne se sentent pas prêts à participer. C'est un peu un cercle vicieux. On pourrait avoir la totalité des pays des Caraïbes, de l'Amérique latine et de l'Afrique, avoir une sorte de Nations unies du GAC, et ne toujours pas pouvoir compter sur la participation de tous les membres. Ça pourrait être le cas. On pourrait avoir 200 membres au GAC et dire qu'on a atteint notre objectif. Mais il n'empêche qu'on aurait

toujours 20 membres seulement qui contribueraient aux débats, et nous voulons vraiment aller plus loin que ça.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Pour rebondir sur ce que vous dites, il faut souligner le fait que la plupart d'entre nous ne disposent pas des capacités, du nombre de personnes nécessaires pour participer activement. La semaine prochaine, nous avons [l'IETF]. Là, nous avons cette réunion. Si nous envoyions un représentant à chaque fois, cette personne passerait sans doute deux ou trois semaines en déplacement pour assister à toutes les autres réunions pertinentes.

Donc si l'on regarde bien la situation, pour un petit [inaudible], c'est une question de ressources, c'est-à-dire que nous n'avons pas des ressources suffisantes pour envoyer des gens parler des problèmes que nous rencontrons.

Pour nous, pour un petit État insulaire, un forum comme celui-ci pourrait nous être très utile et nous faciliter la tâche en nous permettant d'obtenir des informations pertinentes sur les sujets qui nous tiennent à cœur. Ce qui fait qu'en allant aux réunions suivantes comme celles du GAC, nous pourrions alors participer efficacement car nous serions au même point que les autres.

Il y a des pays au GAC qui ont un représentant assisté de plusieurs personnes qui peuvent le conseiller sur les noms de domaine et d'autres sujets. Pour les pays du Pacifique, vous avez une seule personne qui vient aux réunions et qui doit gérer tous les aspects techniques et procéduraux. Ça peut se révéler une tâche un peu trop ardue pour certains d'entre nous, venus de petits États en développement.

Un groupe de travail comme celui-ci doit reconnaître ces limites et proposer des mécanismes ou des moyens adaptés pour permettre à ces pays de participer plus activement. Je pense que cela doit être pris en considération.

J'ai même imaginé qu'on pourrait avoir un groupe de travail sur les petits États insulaires, qui effectuerait des recherches pour connaître exactement les limites et le manque de ressources de ces pays.

La discussion que nous avons eue au sujet des capacités concernait le renforcement des capacités des gestionnaires de ccTLD, mais les représentants envoyés aux réunions peuvent être des secrétaires ou des directeurs de l'information ou de la communication, qui jouent le rôle d'administrateurs. Ce ne sont pas

forcément des experts techniques disposant des connaissances nécessaires pour pouvoir s'exprimer sur certains sujets. Voilà pourquoi certains n'ont sans doute pas envie de prendre part à des discussions techniques. Ce n'est que mon avis.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Lorsque j'entends parler de régions faiblement desservies, pour moi cela veut dire qu'elles n'ont pas de services sur place. Elles n'ont pas de bureaux d'enregistrement. Elles n'ont pas de registres. Elles n'ont pas d'hébergeurs. Nous parlons de faibles niveaux de prestation de services et nous parlons des services que nous aimerions voir dans ces pays. La participation est évidemment très importante. De même que le renforcement des capacités. C'est le cas depuis des décennies aux Nations unies, dans le cadre de n'importe quelle négociation internationale.

Mais nous parlons ici de services du DNS et tout ce qui va avec.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Quelle région n'a pas ça ?

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Nous avons des ccTLD mais tous les services sont basés dans d'autres pays.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : C'est une question de représentation gouvernementale, les représentants gouvernementaux doivent souligner les problèmes rencontrés. Ce n'est pas que certains pays ne sont pas desservis, c'est que ce n'est pas forcément fait efficacement.

TRACY HACKSHAW : Nous voyons bien le problème auquel nous devons faire face. Je pense que c'est une bonne chose que nous nous soyons réunis et que nous soyons parvenus, je ne dirai à pas un consensus, mais au moins à reconnaître que des choses doivent être faites.

J'aimerais beaucoup que... je ne sais pas. Est-ce que tout cela a été retranscrit ? Je ne suis pas sûre que ce soit le cas mais tout cela a certainement été enregistré et j'aimerais beaucoup que ce soit transmis à tout le groupe.

La prochaine étape consiste à établir un programme de travail. C'est ce que nous voulons faire. J'espère que tous ceux qui ont pris la parole aujourd'hui et qui sont dans la liste de diffusion de notre groupe de travail pourront nous

aider dans ce projet sans attendre la réunion de Marrakech, et que nous pourrions nous rassembler une autre fois et discuter de tout cela. [inaudible] envoyer des mails et revenir avec quelque chose.

[Save] vous vouliez dire quelque chose ?

[SAVE VOCEA] :

D'après mon expérience, je voulais juste dire rapidement qu'il y a des pays qui ne font pas payer les enregistrements à la population locale. Ces pays-là ont-ils besoin d'un nouveau bureau d'enregistrement ? Ces pays-là ont-ils besoin de nouveaux gTLD ? Non parce qu'ils ont des enregistrements gratuits. Ils ont déjà ce service.

TRACY HACKSHAW :

Nous avons aussi des régions faiblement desservies, voire non desservies du tout.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ :

[inaudible]

TRACY HACKSHAW :

Oui, faiblement desservies. Donc ceux qui font partie du Groupe de travail du GAC sur les régions faiblement desservies, s'il vous plait, participez. Olof, peut-on ajouter

des membres ? J'imagine que ceux qui sont ici présents et qui font partie du GAC seront ajoutés à la liste si ce n'est pas déjà le cas.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : C'est une bonne façon de [inaudible].

TRACY HACKSHAW : Oui, on peut maintenant aborder la question du programme de travail et des conditions de référence... Il s'agit d'un document évolutif. [inaudible] donner la priorité à ce programme de travail. Nous avons la question des ccTLD, qui est la première mission qui nous a été confiée. Mais nous avons aussi d'autres sujets d'intérêt à étudier comme plusieurs personnes l'ont fait remarquer aujourd'hui. Nous devons nous en occuper. Peut-être qu'il faudrait d'abord définir ce qu'est une région faiblement desservie. Je ne sais pas. Ça peut être important.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Excusez-moi. Nous avons un commentaire de la part d'un participant à distance. Je devrais le lire à haute voix. Dev Anand Teelucksingh : « Effectivement, il me semble que la plupart des contenus des sessions organisées dans les

régions faiblement desservies doivent être enregistrés quelque part. »

La même personne dit aussi: « En ce qui concerne At-Large, nous avons le Groupe de travail de l'ALAC sur la sensibilisation et la participation, qui a deux missions. La première consiste à aller vers les nouveaux membres potentiels de la communauté At-Large, c'est la sensibilisation. La seconde consiste à inviter les membres de la communauté At-Large, nouveaux ou non, à participer. » [inaudible] conscient de ça je pense.

TRACY HACKSHAW : Est-ce que Dev est toujours là ?

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Oui.

TRACY HACKSHAW : Merci Dev, si vous nous entendez. Encore une fois, c'est peut-être quelque chose que le groupe... Il existe un groupe de travail At-Large sur la technologie, qui comprend des membres du GAC comme observateurs. J'y suis, de même que Tracey Hind, du secrétariat. Nous pouvons donc probablement obtenir des informations et

éventuellement les intégrer dans le projet que nous évoquons relativement au nouveau site du GAC.

Je pense que ce sera une très bonne chose d'avoir tout au même endroit, toutes les présentations, tous les enregistrements en direct de tous les NOG, tous les contenus des fora [inaudible], de l'UIT, de l'IGF... Pour ceux qui arrivent au GAC, ça peut ne pas sembler bien organisé mais ça peut le devenir, de sorte qu'on puisse dire « OK, regardons les questions de DNS, de cybersécurité, de gTLD... » Si tout est au même endroit, ce sera plus simple de retrouver les informations au lieu de tout chercher sur Google, sans forcément avoir des résultats pertinents concernant un gouvernement en particulier. Nous sommes un groupe de travail gouvernemental et en tant que tel, nous pouvons chercher des informations différentes de celles recherchées par un expert technique.

Y a-t-il autre chose ? D'autres commentaires ? [inaudible] nous ne vous avons pas entendu.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : J'ai une question sur les conditions de référence. Est-ce qu'il s'agit de la version finale ? Parce que nous voulons

mettre au point un programme de travail mais comme vous l'avez dit plus tôt...

TRACY HACKSHAW :

Oui, on a estimé qu'il n'était pas nécessaire de les modifier à Buenos Aires donc je pense que c'est la version finale. Elle reflète les remarques qui nous ont été adressées par diverses personnes.

Encore une fois, c'est un document évolutif, ce qui veut dire que même si cette version est considérée comme finale, elle peut quand même être modifiée sur la base de... Nous ne voulons pas [inaudible] approuvé, alors pour le moment, nous en restons là. D'après ce que je sais, ce document, dans sa version présentée à Buenos Aires, a été approuvé. Je crois qu'il n'est pas encore validé. S'il le faut, nous allons le valider avant de nous pencher sur l'élaboration du programme de travail. Cela fait trois mois que nous avons commencé notre mission et nous n'avons toujours pas de programme de travail. Je pense que c'est primordial et j'espère que ce sera la prochaine étape.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Juste un commentaire rapide. La réunion de haut niveau aura bientôt lieu. Je pense que ce sera un vrai test pour ce groupe de travail, que ça permettra de veiller à ce que les représentants des régions faiblement desservies soient aux commandes et effectuent un travail vraiment efficace au service de ces régions.

TRACY HACKSHAW : C'est une excellente remarque. Je ne sais pas si vous êtes dans la liste de diffusion du GAC mais [inaudible] du Maroc a fait circulé [inaudible] son programme. Donc il y a une équipe, dont je fais partie et j'ai ajouté [inaudible] à l'ordre du jour. Mais je pense qu'il est très important que des gens comme vous, qui occupent de hautes fonctions, inscrivent cela à l'ordre du jour. Je vais vous envoyer les infos pour qu'il puisse le noter. À l'heure actuelle, il finit de mettre l'ordre du jour au point, j'imagine afin de diffuser la déclaration rédigée au Maroc à ce sujet.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Il faut quand même que les responsables informent les ministres des sujets évoqués, des problèmes principaux, de l'avancée des dossiers. C'est une chose d'avoir un ordre du jour pertinent, mais il faut aussi probablement

que vos ministres soient bien au courant de ce qu'il se passe pour pouvoir vous représenter au haut niveau.

TRACY HACKSHAW :

Je rappelle juste pour ceux qui ne sont pas au courant, vous serez [inaudible] soutien à cette réunion pour les régions faiblement desservies. Olof, vous pouvez probablement expliciter un peu.

OLOF NORDLING :

Oui, pour les réunions ordinaires du GAC, nous pouvons prendre en charge les frais de déplacement de 30 personnes. Ça comprend le coût du trajet et de l'hébergement sur place.

Dans le cas d'une réunion gouvernementale de haut niveau comme celle-ci, nous avons demandé à faire passer ce nombre à 60. Le GAC a établi des règles de prise en charge des frais de déplacement, en vertu desquelles on donne la priorité à ceux qui en ont besoin, c'est-à-dire les régions faiblement desservies, les petits États insulaires en développement, etc.

Les pays ayant une économie de niveau moyen peuvent également y avoir accès. Normalement, c'est réservé aux membres du GAC, mais dans le cas des réunions

gouvernementales de haut niveau, ce programme est aussi ouvert aux personnes non membres car ces réunions ont un objectif de sensibilisation, elles visent à encourager des personnes non membres à rejoindre le GAC.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Juste une petite demande de précision. Peut-être qu'il faudrait envisager d'avoir deux personnes par pays. En général, lorsqu'un ministre est un déplacement, il demande au secrétaire permanent de [inaudible].

Il faudrait donc que le ministre vienne accompagné du représentant du pays au GAC pour que celui-lui puisse le conseiller sur les sujets abordés. Donc au lieu d'allonger la liste, il faudrait peut-être doubler le nombre de délégués nationaux, pour que le ministre et le représentant au GAC, qui dispose des connaissances techniques, puissent venir. Ce serait plus logique.

Si le ministre va seul à la réunion, il ne saura pas forcément ce qu'il s'est passé lors des précédentes réunions. Mais si le représentant du pays au GAC l'accompagne, il peut lui expliquer la situation.

Il faudrait donc faire bénéficier du programme non pas à 60 pays, mais à 30 pays qui pourraient envoyer deux délégués.

OLOF NORDLING :

C'est une idée à soumettre car elle ne va pas vraiment dans le sens des règles actuelles du programme. Pour l'heure, chaque pays choisi peut envoyer un seul délégué. Mais c'est une idée à creuser. C'est au GAC de se prononcer sur la question.

TRACY HACKSHAW :

Sur ce, je vous remercie. Ceux qui sont dans la liste de diffusion de notre groupe de travail, vérifiez vos messageries, vous allez recevoir des mails. Et s'il vous plait, répondez-y. Nous n'avons pas encore d'espace collaboratif. Nous avons le wiki mais ce n'est pas pareil. Je crois qu'il n'y a qu'une seule personne qui l'alimente. Je crois que la liste est [inaudible]. Donc jusqu'à ce qu'on dispose d'un autre moyen, je pense qu'on continuera d'utiliser la liste de diffusion.

Olof ?

OLOF NORDLING : Si vous regardez le tableau sur le site du GAC, intitulé « Travaux du GAC », vous verrez tous les groupes de travail du GAC et ce qu'ils font.

TRACY HACKSHAW : Oui. Si vous jetez un œil à ce tableau, vous verrez que j'ai affiché le programme de soutien aux candidats et que j'ai demandé si nous allions discuter des enchères, mais c'était il y a un an. N'hésitez pas à utiliser cette fonctionnalité. Dans le cas contraire, nous utiliserons la liste de diffusion jusqu'à ce qu'on ait un autre moyen de communication.

OLOF NORDLING : Avons-nous des éléments à intégrer au communiqué ou est-ce qu'on reviendra là-dessus mercredi au moment de finaliser ce document ?

TRACY HACKSHAW : Olof, je pense que vous et moi serons ceux qui voudront rajouter quelque chose au communiqué. Puisque vous êtes là...

OLOF NORDLING :

Je pense qu'il est évident qu'il faut au moins y indiquer que le groupe de travail sur la sécurité publique, je veux dire le Groupe de travail sur les régions faiblement desservies – je commence à m'y perdre – que le Groupe de travail sur les régions faiblement desservies s'est réuni et qu'il a abordé le renforcement des capacités, notamment dans le cadre des ccTLD, la création d'un espace de stockage des informations importantes pour mieux accueillir les nouveaux venus et contribuer au renforcement des capacités, et la modification des conditions du programme de prise en charge des frais de déplacement pour les réunions gouvernementales de haut niveau. Il faudrait quelque chose dans le genre, juste trois lignes.

TRACY HACKSHAW :

Oui. Et nous avons l'enregistrement de cette session grâce à Adobe Connect que nous pourrions utiliser au cas où les gens auraient des questions. Il y aura sans doute un lien vers cet enregistrement lorsqu'il sera prêt, que nous transmettrons. [inaudible] groupe de travail. En espérant que nous aurons la retranscription et l'enregistrement audio. Je pense que nous n'aurons que l'audio mais ce sera suffisant pour aller de l'avant.

Encore une fois, merci d'être venus. J'apprécie votre participation. Faisons en sorte que cette participation ne se fasse pas seulement en face-à-face, mais aussi en dehors des réunions. Merci à tous. Bonne soirée. Il y a un gala ce soir. C'est tout près d'ici. Il y aura visiblement de quoi boire alors amusez-vous bien !

OLOF NORDLING :

C'est à Dame Lane, c'est à l'autre bout de la ville près de l'angle de la rue [inaudible], de l'autre côté de la rivière. Je pense que c'est à 25 minutes d'ici.

TRACY HACKSHAW :

Très bien. Merci beaucoup. J'apprécie vraiment. Merci Carlos.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]